

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALTERNAE

49 Route de Rouen
27140 Gisors

Références : UBDEO.ERA.25.03.81.SG
Code AIOT : 0005801736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement ALTERNAE implanté Rue Saint Adrien RD 316 27150 Saussay-la-Campagne. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 18 mars 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTERNAE
- Rue Saint Adrien RD 316 27150 Saussay-la-Campagne
- Code AIOT : 0005801736

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Saussay la Campagne est un silo à autorisation classé comme SETI (Silo à enjeux très importants).

Le site est un silo Alternae qui bénéficie de l'aide de la coopérative NATUP notamment pour toute la partie HSE.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article V.43	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.1.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.3.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Système d'aspiration	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.3.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.3.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Mesures de protection	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Implantation et aménagement général	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.2.3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 1.2	/	Sans objet
3	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.1.5	/	Sans objet
5	Implantation et aménagement général	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.2.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise de négoce agricole ALTERNAE ne possède pas de service maintenance, qui fait donc appel à des prestataires extérieurs pour les besoins d'entretien et de contrôle du site.

L'inspection note que des pratiques sont en place, notamment les permis de feu ou les entretiens périodiques des installations électriques. Néanmoins, le site doit clarifier la prise en charge de certains contrôles avec ses voisins et mettre en place les documents de contrôle et de suivi

nécessaires à une bonne traçabilité (registre incidents, notamment). Par ailleurs, les rapports de contrôles doivent être suivis d'une analyse et, le cas échéant de plan d'actions. Le site doit disposer d'un plan à jour indiquant l'emplacement des dangers, les moyens de défense et de protection de l'environnement à mettre en oeuvre en cas de sinistre.

L'exploitant devra répondre aux demandes du présent rapport sous un mois. Sans réponse dans les délais demandés, l'inspection est susceptible de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La situation administrative de l'établissement est définie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 février 2009 réglementant l'activité de la société nouvelle LETICO -récépissé de changement d'exploitant du 25 mars 2014 au profit de la société ALTERNAE <p>Le site est classé sous le régime d'autorisation pour la rubrique 2160, alinéa 1.a et autorisé pour un volume de 25 620 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ALTERNAE de Saussay la Campagne est autorisé pour un volume de stockage de 25 620 m³ sous la rubrique 2160. Le stockage de céréales est réalisé au sein de 14 cellules verticales.</p> <p>S'ajoutent des activités saisonnières de stockage de produits phytosanitaires (en bidons) dans un local dédié, et d'engrais dans des cases fermées.</p> <p>Le stock est demandé au jour de la visite:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stock d'engrais est de 115 tonnes, dont une partie en big bag sur la plateforme extérieure. L'exploitant indique que certains de ces engrais ne sont pas classés dans une rubrique de la nomenclature des installations classées. - le stock de produits phytosanitaires est de 1,905 tonnes, il s'agit principalement de produits classés sous les rubriques 4510 et 4511 de la nomenclature des installations classées. L'inspection a constaté le jour de la visite que le local dédié était fermé à clés, et que les produits s'y trouvent sur rétention. <p>Le site reste classé à autorisation sous la rubrique 2160 2a, il n'est pas classé pour les stockages d'engrais et de produits phytosanitaires car les quantités restent inférieures aux seuils de classement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article V.43
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération significative de leur qualité d'origine du fait des activités menées par l'installation industrielle sont évacuées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. »</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté dans les rapports de visite de 2016 et 2019 que l'exploitant n'a jamais présenté de justificatif d'entretien du deshuileur/ debourbeur mis en place sur le site, malgré les demandes de l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la conformité à la prescription précitée. Celui-ci évoque un entretien possible par l'entreprise UCDV, dont les bâtiments sont situés dans la même enceinte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un mois, soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> Justifier de la réalisation en 2024 des opérations de contrôle et de nettoyage des équipements de traitement des eaux pluviales du site susceptibles d'être polluées, via la facture adéquate et le BSD lié à l'opération, Dans le cas contraire, il fera réaliser le nettoyage et transmettra les justificatifs à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment:

- Les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- La durée de validité,
- La nature des dangers,
- Le type de matériel pouvant être utilisé,
- Les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Constats :

L'inspection a consulté en visite la dernière fiche d'intervention accompagnée du permis de feu du 21 janvier 2025, en lien avec l'intervention par meulage d'un prestataire extérieur. Le permis de feu est correct, il comprend notamment les mesures de sécurité à mettre en place ainsi qu'une ronde à réaliser 2h après les travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :
<p>L'exploitant n'a pas déclaré de sinistre sur le site.</p> <p>L'inspection a demandé à consulter le registre d'incidents et d'accidents du site. Celui-ci n'existe pas sur le site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant mettra en place sous un mois un registre devant être tenu à jour et signalant tout évènement susceptible de constituer un précurseur d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Implantation et aménagement général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).</p> <p>Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations sont fermées en l'absence de personnel sur le site via 2 portails. Cela ne permet pas un isolement du site qui est sur la même emprise que les sociétés SAVN et UCDV. Néanmoins, le silo est fermé par des rideaux métalliques empêchant l'accès à l'intérieur des installations. Les locaux sociaux sont fermés à clés.</p> <p>L'accès par les services d'incendie est donc possible via les accès des entreprises voisines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Prescription contrôlée :

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible,
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum {enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives,
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre,
- les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre. Ces prescriptions sont à respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport Q18 de vérification des installations électriques en date du 29/11/24. Celui-ci conclut après une vérification complète, que l'installation ne présente pas de risque d'incendie et d'explosion.

Le rapport détaillé de vérification des installations électriques présente 4 observations (dont 3 antérieures à 2024). L'exploitant ne possède pas de document formalisé prenant en compte les observations ni de plan d'actions. Il a effectué par courriel en date du 14 mars 2025 la demande de levée des remarques auprès de son prestataire électrique.

L'exploitant a transmis le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 03/12/24. 5 observations sont faites, tant sur la partie documentaire que sur les dispositifs techniques. Le rapport conclut que "*L'installation de protection contre la foudre*

satisfait aux évolutions du site mais le dossier technique n'a pas été mis à jour. Faire mettre à jour les pièces du dossier identifiées dans ce rapport par un organisme compétent (Art.17 de l'arrêté du 04-10-2010 modifié). Le contenu du D.O.E. de l'installateur ne permet pas de vérifier que les composants de protection installés sont déclarés conformes aux normes de construction applicables par leurs fabricants"

L'exploitant ne présente pas de plan d'actions suite à ces observations.

Il indique notamment que la notice de vérification et de maintenance est présente dans le classeur du site mais n'a pas été demandé au responsable silo, le rapport indique que le document n'a pas été présenté.

L'absence de plan d'actions permettant de lever les observations des rapports de contrôle représente une non conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place un plan d'actions permettant de lever les observations des rapports de contrôle. Celui-ci précisera notamment le pilote de l'action, le prestataire choisi, l'échéance de l'action.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

L'exploitant a transmis la liste des zones Atex du site : il s'agit de l'intérieur des élévateurs, de l'intérieur de l'espace boisseaux de chargement et de l'intérieur des caissons d'aspiration.

L'inspection a constaté sur le terrain de la présence de pictogrammes ATEX sur les élévateurs. Les consignes ne sont pas rappelées aux endroits des zones visitées.

L'exploitant ne dispose pas de plans mentionnant les emplacements des zones présentant un risque d'atmosphères explosives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant disposera d'un plan du site mentionnant les zones ATEX et rappellera les consignes à l'entrée de ces zones.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Agressions foudre
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification".
Constats : Le responsable du silo réalise un relevé du compteur foudre tous les 6 mois, et l'enregistre depuis 2025 sur l'outil Sharepoint. Néanmoins, la procédure à suivre lors d'un impact de foudre n'est pas connue par le responsable d'exploitation, car elle est inexistante sur le site. Par ailleurs, la fréquence de contrôle n'est pas adaptée au vu de l'action corrective qui doit être engagée sous un mois après l'impact. L'inspection a constaté que le compteur foudre était à 0 lors de la visite terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant révisera la fréquence de contrôle du compteur foudre, et mettra en place la procédure en cas d'impact.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Système d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'aspiration
Prescription contrôlée : Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est

en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises par l'exploitant :

- toutes les parties métalliques sont reliées à la terre,
- toutes les parties isolantes (flexibles, ..) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques,
- les installations sont équipées de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance,
- une mesure des débits d'air est réalisée à la mise en service de l'installation et lors de toute modification du réseau d'aspiration afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage,
- les filtres sont équipés en amont d'un détecteur d'étincelles.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné en débit et en points d'aspirations (nombre et localisation).

Constats :

Le site dispose d'une colonne d'aspiration manuelle et d'un système d'aspiration centralisé.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de système d'aspiration daté du 06 février 2025: les deux dépoussiéreurs présentent un colmatage de 14 et 23%. Une observation est portée au rapport concernant le remplacement de la boulonnerie.

Le rapport ne précise pas la présence d'un détecteur d'étincelles, l'exploitant ne peut justifier au jour de la visite de la présence de détecteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant lèvera l'observation du rapport de contrôle sous un mois et justifiera de la présence du détecteur d'étincelles sur les filtres du système d'aspiration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'autoechauffement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, température...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

Les cellules de stockage du silo sont équipées d'une silothermométrie fixe comme suit :

Type thermométrie

Nombre de sondes

Report d'alarme

Silo métallique vertical

Sondes thermométriques fixes

14 cellules

1 sonde par cellule

Oui, sur tableau de commande du silo

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive, etc...).

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Constats :

Le suivi des température est réalisé sur le monitoring du bureau d'exploitation. L'inspection note que la date et l'heure du logiciel ne sont pas à jour.

Une impression hebdomadaire est réalisée par le responsable silo.

Le monitoring fait état de la présence de pré-alarme et d'alarme en fonction des seuils fixés par l'exploitant: ces alarmes sont davantage liées à la conservation qu'à un auto-échauffement, par ailleurs les seuils sont modifiés selon les saisons afin de prendre en compte la température externe.

Les 14 cellules sont équipées d'une sonde chacune, sonde composée de 6 capteurs.

L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure CON 1-023 "Règles relatives à la silothermométrie" qui détaille les règles de vérification des sondes :

- la consigne indique que la vérification doit se faire une fois par an, selon les stockages occupés,
- la vérification consiste en la comparaison entre la mesure de température dans une cellule vide par les capteurs et la mesure de température extérieure. En fonction de l'écart, des actions peuvent être déclenchées.

Cette vérification n'est actuellement pas tracée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit corriger les réglages de l'automate et mettre en place un suivi formalisé des vérifications des sondes de température.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p> <p>Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, des mesures de protection, des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs destinés à faciliter l'intervention du SDIS, • les stratégies d'intervention en cas de sinistre, • la procédure d'intervention en cas d'autoéchauffement. <p>Ce dernier alinéa, sur les plans et les procédures d'intervention, est à respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une colonne sèche, d'extincteurs, d'une réserve d'eau en bache de 120 m3. L'inspection constate sur le terrain de la présence de la réserve d'eau à proximité de la voie engin du site voisin. Des végétaux, bien que taillés, sont présents contre la bache ce qui peut constituer un risque de percement.</p> <p>L'inspection a questionné l'exploitant sur les procédures d'intervention du site. L'inspection a visualisé sur le terrain la présence de fiches plastifiées dans le bureau d'exploitation détaillant les stratégies d'intervention ainsi qu'un plan non à jour du site.</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de conformité des extincteurs en date du 09 avril 2024, ainsi que le bordereau d'intervention qui ne précise pas les emplacements des moyens.</p>

Pour justifier de l'entrainement du personnel, l'exploitant a présenté le certificat de formation aux risques suivi par la responsable du silo le 27 septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant dispose d'un plan des installations avec indication des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, des mesures de protection, des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs destinés à faciliter l'intervention du SDIS, Par ailleurs, l'exploitant sollicitera le SDIS afin de faire réceptionner la réserve d'eau dans le logiciel DECI. Le SDIS sera invité à donner son avis concernant la végétation ainsi que l'implantation et les caractéristiques de la réserve et des aires associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Implantation et aménagement général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement et de déchargement
Prescription contrôlée : Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.
Constats : L'inspection a constaté sur le terrain d'une déformation des grilles de la fosse de déchargement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant analysera le risque en lien avec la déformation et le cas échéant mettra en place un plan d'actions visant à supprimer le risque lié à la pénétration de corps étrangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois